

LOT N° 3
PROTECTION
JURIDIQUE

EVENEMENTS ET CAPITAUX A GARANTIR OBLIGATOIREMENT DANS L'OFFRE

I OBJET DU CONTRAT

Ce contrat a pour objet de faire bénéficier l'assuré des prestations de Protection Juridique définies ci-après, en matière d'assistance juridique ou financière, pour ce qui concerne la survenance d'un litige relatif à :

- l'organisation du SIVU.
- le fonctionnement des services du SIVU.
- la gestion des biens du SIVU.
- la passation de contrats et marchés
- les compétences attribuées par les textes sur la décentralisation.

Lorsque l'assuré est confronté à un litige garanti, l'assureur s'engage à :

- conseiller l'assuré sur la portée ou sur les conséquences de l'affaire au regard de ses droits et obligations,
- fournir son assistance à l'assuré sur le plan amiable en vue d'aboutir à la solution la plus conforme à ses intérêts,
- à prendre en charge en cas de besoin, les dépenses nécessaires à l'exercice ou à la défense des droits de l'assuré devant les juridictions compétentes.

Si l'assureur et l'assuré ne peuvent se mettre d'accord sur l'opportunité d'exercer une action judiciaire, il est fait appel à l'arbitrage d'une personne désignée par commun accord des parties, les frais de cette consultation restant alors à la charge de l'assureur.

II GARANTIES DEMANDEES

L'assureur devra joindre à la proposition le barème " standard" des prises en charge des honoraires prévu en fonction des interventions et des procédures de la compagnie. Les montants proposés feront l'objet d'une appréciation selon les critères de jugement.
--

La garantie est conformément aux articles L 127-1 et suivants du Code des Assurances.

Frais et honoraires engagés à hauteur de 50 000 € dont plafond pour expertise 15 000 €

L'assureur devra joindre à la proposition le barème " standard" des prises en charge des honoraires prévu en fonction des interventions et des procédures de la compagnie.

Le contrat doit inclure les contentieux liés :

- Aux "opérations de travaux et constructions pour propre compte" (maitrise d'Ouvrage).
- Aux décisions d'expropriation.

L'assureur doit accepter de continuer à prendre en charge, durant deux années après la résiliation du contrat, tous les contentieux nés du sinistre pris en charge pendant la période de validité du contrat.

Le candidat devra confirmer qu'en cas de recours exercé contre un tiers identifié suite à "choc de véhicule terrestre" ayant endommagé un bien du SIVU éventuellement non garanti par ailleurs (au titre du contrat "Dommage aux biens" par exemple), il ne sera pas opposé d'exclusion à la garantie "Protection juridique" proposée.

III LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT

Dès lors que le litige entre dans une phase judiciaire, l'assuré dispose du libre choix de l'avocat ou de l'expert et de l'entière maîtrise de la conduite du procès.

IV SEUIL D'INTERVENTION LE MONTANT FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE JUGEMENT.

A préciser par l'assureur.

V TARIFICATION

Les tarifs doivent être indiqués T.T.C.

VI EXCLUSIONS – LA REDACTION FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE JUGEMENT

La rédaction des exclusions est à préciser par l'assureur.